



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 24/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CROUVEZIER DEVELOPPEMENT

101 Chemin du Cresson
Le Costet Beillard
88400 Gérardmer

Références : S-24-804RP
Code AIOT : 0006202252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2024 dans l'établissement CROUVEZIER DEVELOPPEMENT implanté 101, chemin du Cresson Le Costet Beillard 88400 Gérardmer. L'inspection a été annoncée le 17/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection qui fait l'objet du présent rapport s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Cette visite s'appuie sur le référentiel suivant:

- arrêté préfectoral d'autorisation n° 2640/2008 du 13 août 2008 ;
- arrêté préfectoral de mise en demeure n° 1247/2023 du 22 novembre 2023 ;
- arrêté ministériel du 31 mai 2021 qui fixe le contenu des registres de déchets, terres excavées et sédiments ;
- code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CROUVEZIER DEVELOPPEMENT
- 101, chemin du Cresson Le Costet Beillard 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006202252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est spécialisé dans l'ennoblissement textile.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractéristiques des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bilan de fonctionnement de la station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
6	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 04/07/2024, article L.541-2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2.1	Sans objet
4	Rejets à l'atmosphère (valeurs limites)	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 3.2.2	Sans objet
5	Rejets à l'atmosphère (contrôle du fonctionnement et autosurveillance)	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 3.2.3	Sans objet
8	Compatibilité des produits chimiques associés à une même rétention	AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1	Sans objet
9	Protection des conduites d'alimentation en gaz	AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1	Sans objet
10	Tri à la source des déchets	Code de l'environnement du 04/07/2024, article L. 541-21-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé de lever partiellement la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral n° 1247/2023 du 22 novembre 2023. Par ailleurs, concernant la gestion des déchets, l'exploitant doit renforcer son suivi pour pouvoir déterminer le traitement réservé à ses déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, caractéristiques des rejets aqueux
Prescription contrôlée : (...) Par ailleurs, les effluents en sortie de la station devront satisfaire aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• température : < 30°C• 5,5 < pH < 8,5• débit : 1 178 m³/j• MES : < 32,8 mg/L et flux < 41,2 kg/j• DBO5 : < 30 mg/L et flux < 33,8 kg/j• DCO : flux < 252 kg/j (flux mensuel < 235 kg/j)• NGL : < 10mg/L• AOX : < 1 mg/L• P : < 10 mg/L Les valeurs fixées ci-dessus s'imposent à des mesures réalisées sur des prélèvements moyens, de 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat ne devra dépasser le double de la valeur limite prescrite. La dilution des effluents est interdite.
Constats : Sur observation des déclarations faites sur la plate-forme GIDAF (plate-forme de déclaration de l'autosurveillance fréquente) entre janvier et mai 2024, l'inspection constate des dépassements réguliers sur le paramètre NGL (environ 50 % des mesures pour des concentrations pouvant aller jusqu'à 20 mg/L).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'investiguer sur l'origine de l'azote contenu dans ses rejets aqueux et de mettre en place un process permettant d'abattre le paramètre NGL aux fins du respect des valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance des rejets aqueux
Prescription contrôlée : (...) Les résultats des analyses d'autosurveillance sont transmis mensuellement (trimestriellement pour les métaux) à l'inspecteur des installations classées sous format papier avec tout commentaire utile le cas échéant. Ces données pourront également être transmises sous forme de fichiers informatiques selon les indications données par l'inspecteur.

Constats :
L'exploitant renseigne régulièrement en temps et en heure la plate-forme GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bilan de fonctionnement de la station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, bilan de fonctionnement de la station d'épuration
Prescription contrôlée : Conformément à l'article 2.3.1, les données journalières sont consolidées en moyennes mensuelles puis en moyennes annuelles. Avant le 1er avril de l'année n+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan de fonctionnement de sa station de l'année. Ce bilan réalisé dans un objectif d'amélioration continue comprend au moins : <ul style="list-style-type: none"> • les rejets de la station pour l'année précédente pour tous les polluants mesurés ; • une explication des résultats obtenus au cours de l'année précédente, notamment en cas de dépassement des valeurs limites définies dans cet arrêté ; • un état des pollutions accidentelles qui ont eu lieu au cours de l'année précédente et des mesures qui ont été prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise ; • un bilan des principaux événements intervenus sur la station au cours de l'année précédente (travaux, changement de process...) ; • une liste prévisionnelle des travaux, améliorations prévues pour l'année à venir en tenant compte des nouvelles technologies disponibles en matière de traitement de l'eau.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis le bilan de fonctionnement de la station d'épuration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le bilan de fonctionnement de la station d'épuration pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Rejets à l'atmosphère (valeurs limites)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets à l'atmosphère (valeurs limites)
Prescription contrôlée : (...) <p>Au rejet à l'atmosphère, les effluents gazeux provenant des rames de séchage doivent respecter les valeurs limites fixées ci-dessous dans les conditions de marche des installations à pleine charge.</p> (...)

<p>Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m³) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume pour les combustibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • poussières : 150 mg/m³ ; • oxydes de soufre (en équivalent SO₂) : 35 mg/m³ ; • composés organiques volatils (hors méthane): 150 mg/m³ (exprimé en carbone total) ; • oxydes d'azote (en équivalent NO₂): 150 mg/m³. <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de contrôle (daté de 2021) ne relevait pas de non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rejets à l'atmosphère (contrôle du fonctionnement et autosurveillance)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets à l'atmosphère (contrôle du fonctionnement et autosurveillance)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser au moins tous les trois ans, par un organisme agréé à cet effet par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et des teneurs en polluants cités aux articles 3.2.1 et 3.2.2 ci-dessus dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un devis signé daté du 29 avril 2024 pour réalisation de la prochaine campagne de mesures des effluents atmosphériques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre copie du rapport de contrôle à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Autre, traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 31 mai 2021, article 2 (traçabilité des déchets)</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de l'expédition du déchet ;

<p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> la dénomination usuelle du déchet ; le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'adresse de l'établissement ; l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; le code du traitement qui va être opéré dans l'installation ; la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le tableau de suivi présenté par l'exploitant (et évoqué dans le constat lié à la prescription L. 541-2 du code de l'environnement) constitue une ébauche de registre. Certaines informations majeures y manquent dont notamment le code du déchet sortant et le code du traitement opéré.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de renforcer son tableau de suivi pour y adjoindre l'ensemble des renseignements attendus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Traitement des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/07/2024, article L. 541-2</p>
<p>Thème(s) : Autre, traitement des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1.</p> <p>L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit.</p>

Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques.

La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité compétente les justifications nécessaires.

II. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre. (...)

Constats :

L'exploitant valorise ses déchets et réduit les quantités de déchets ultimes. L'inspection a été destinataire des tableaux de suivi établis par la société Crouvezier. Ces tableaux ne sont pas établis en année civile mais en année d'exercice (de septembre de l'année N à fin juillet de l'année N+1, fermeture au mois d'août).

Ces tableaux permettent de noter pour l'exercice 2022-2023 :

- déchets textiles : Société Katz pour 113 tonnes ;
- déchets de papiers-cartons : Société Fers&Métaux pour 37 tonnes ;
- déchets de ferrailles : Société Fers&Métaux désignée mais pas d'enlèvement sur cet exercice ;
- déchets souillés (principalement des fûts métalliques) : Société Remitack pour une quantité de 142 fûts.

Concernant les déchets de verre, il n'y a pas eu d'enlèvement sur cet exercice.

Concernant les déchets de bois (palettes), l'exploitant a dû stocker sur site ses déchets par manque de filière d'élimination. Il a dernièrement contractualisé avec la société EGGER (Rambervillers-88) qui a procédé à l'enlèvement pour valorisation de ces déchets.

L'inspection constate que les documents présentés par l'exploitant ne permettent pas de déterminer les modes de traitement que subissent les déchets, sauf pour les déchets dangereux (cf. à ce sujet un constat similaire pour la prescription « registre de suivi des déchets »).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi des déchets qui permettent de déterminer les modes de traitement, y compris pour les déchets non dangereux. Ce suivi pourrait utilement être effectué via le registre de suivi des déchets prévu par l'arrêté du 31 mai 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Compatibilité des produits chimiques associés à une même rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, compatibilité des produits chimiques associés à une même rétention
Prescription contrôlée : La société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none">• (...);• dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté de dissocier d'une même rétention les produits chimiques incompatibles entre eux ;• (...).
Constats : L'exploitant a présenté une étude de compatibilité des produits chimiques établie suite à la mise en demeure. Cette étude démontre la nécessité de mise en place de rétention sous certains produits qui ne sont pas compatibles entre eux ou pas compatibles avec la majorité des produits utilisés sur site (pour ces derniers, le choix de l'exploitant est de considérer que c'est le bâtiment qui fera rétention). L'exploitant a également présenté une commande de plusieurs rétentions. L'inspection constate le bon avancement des actions entreprises par l'exploitant dans le cadre de cette mise en demeure (dont le délai n'est pas encore échu : échéance à fin juillet 2024).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection des conduites d'alimentation en gaz

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, protection des conduites d'alimentation en gaz
Prescription contrôlée : La société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none">• (...);• dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de renforcer la protection de la conduite de gaz d'alimentation de la machine RAME 1 contre les chocs ;• (...).
Constats : L'exploitant a transmis un ensemble de photographies par courriel du 08 mars 2024. L'inspection a doublé cet envoi d'un constat lors de la visite d'inspection. Ceci démontre que l'exploitant a mis en place une protection de la conduite de gaz de la machine RAME 1 qui répond à la prescription de l'arrêté de mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Tri à la source des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/07/2024, article L.541-21-2
Thème(s) : Autre, tri à la source des déchets
Prescription contrôlée : CE, article L. 541-21-2 (tri à la source des déchets). Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois. (...)
Constats : L'exploitant a mis en place le tri à la source des déchets pour les 5 flux obligatoires. Le tri des déchets textiles est également mis en place en anticipation de l'échéance du 1 ^{er} janvier 2025.
Type de suites proposées : Sans suite